

Pierre Laffitte

NAISSANCE D'UNE VILLE ? SOPHIA ANTIPOLIS

L'idée

Souvent on me demande comment est née l'idée de créer Sophia Antipolis. Question difficile ! Les idées se forment et mûrissent lentement. Au lycée de Nice, un professeur de lettres, Morisset, avait-il impressionné le jeune élève que j'étais en évoquant Romulus et Remus traçant la limite d'une nouvelle ville ? Auparavant, à l'école primaire de Saint Paul, Célestin Freinet infusait un enthousiasme constructif en liant les connaissances qu'il inculquait à l'action future de ses élèves. Plus tard la créativité m'a toujours paru liée aux contacts faciles du Quartier latin, ce lieu privilégié où, dès le temps de François Villon, escoliers et artisans, bourgeois et intellectuels aimaient se rencontrer, boire et discuter dans les estaminets. Café Procope, Brasserie Balzar, bistrots et librairies, Collège de France, Sorbonne et austères Grandes Ecoles, les alentours du boulevard Saint Michel, de Montparnasse, de Saint Germain-des-près, quelle source de dynamisme, de vitalité, de créativité !

Hélas ! les encombrements et les durées de transport dans les mégalo-poles modernes y rendent la créativité conviviale plus difficile.

Et pourquoi pas un Quartier latin aux champs ? Désormais, pour les universités, les écoles, les centres de recherche et les industries de technologie avancée, les services élaborés, le centre-ville est souvent devenu trop inadapté, par suite de l'engorgement qui consomme trop de temps et d'énergie, et qui est plutôt source de stress que de détente conviviale et créatrice.

Cette idée, lancée dans un article du Monde d'août 1960 sous le titre " Un Quartier latin aux champs", n'eut pas grand écho. J'y dénonçais, en outre, l'absence de réflexion sociologique, en matière d'aménagement du territoire, conduisant à une dispersion par saupoudrage de la fragile matière grise qui a besoin d'un environnement culturel favorable, d'un microclimat qui suppose, presque toujours, contacts intellectuels et échanges pour conserver sa créativité.

Donc il fallait créer un Quartier latin aux champs, une cité à la campagne qui serait vouée à la création, à l'intelligence et par voie de conséquence à la modernité économique, culturelle et sociale. Je parlai de ce projet à mon beau-père Emile Hugues, sénateur des Alpes Maritimes et président d'une association appelée EXPANSAM. Il l'apprécia. Des raisons politiques, ainsi que des difficultés de santé ne lui permirent pas de jouer le rôle de locomotive régionale qui aurait pu vaincre la tendance naturelle des gens et des choses à ne pas favoriser les entreprises trop audacieuses, novatrices et risquées. Le Conseil général réalisa quelques études, notamment lorsque, en tant que responsable du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) qui voulait se décentraliser, je conduisis une visite technique sur la Côte d'Azur. Francis Palmero, animateur du Conseil général à l'époque, nous reçut mais sans que le dossier se transforme en projet précis. Le BRGM s'installa à Orléans-La Source, autre suite concrète, ce qui donne aujourd'hui naissance à Orléans-technopole.

En 1964, je changeai de métier pour me consacrer à ce qui me paraissait déterminant pour les années à venir : la formation. Je commençai au sein de l'Ecole des Mines de Paris, auprès du directeur Raymond Fischesser, à réaliser une idée-force à laquelle je tiens depuis toujours : lier la formation, la recherche et l'utilisation effective des fruits de la recherche. Développer simultanément Formation, Recherche, Transfert de Technologie. Lier les compétences aux finances et au marché, voilà une nécessaire ambition. Et comme outil, je créai Armines, association qui a fêté ses vingt ans en 1987 et dont la devise est "Lier le savoir au savoir-faire".

En 1965, préparation du budget et du programme quadriennal de l'Ecole des Mines pour le V^e Plan. J'inscris un projet, révolutionnaire pour une Grande Ecole parisienne : décentraliser certains laboratoires de recherche au nord d'Antibes, dans une zone scientifique à créer. Certains professeurs et certains cadres administratifs voyaient le signe d'une émulation avec Ferdinand Lop, fantaisiste politique connu du Quartier latin, qui voulait prolonger le boulevard Saint Michel jusqu'à la mer...

J'avais rencontré Michel Bavastro, ami de mon beau-père et patron du journal Nice Matin. Il me promit son aide (Depuis plus de vingt ans cette promesse est tenue.) En 1965, dans Nice Matin, j'évoquais l'intérêt pour la région de voir se développer des activités de recherche, à l'image de ce qui avait été initié par l'Aérospatiale à Cannes, la Thomson-CSF à Cagnes-sur-Mer, le Centre d'IBM à La Gaude. L'idée d'une concentration intellectuelle hors des grandes villes présentait une convergence avec l'utopie de Thomas Moore, les projets des Saint-Simoniens ou l'aphorisme de l'humoriste Alphonse Allais " Il faut construire des villes à la campagne". Mais il n'y avait pas de précédents connus. La Silicon Valley n'existait pas : la vallée de San José était encore la capitale californienne de la culture de la prune. Toutefois on savait qu'entre San José et San Francisco le parc que l'Université de Stanford louait à des industriels attirés par le réservoir de compétences proches installait une dynamique créative nouvelle à Stanford Research Park (Palo Alto). Ceci démontrait, notamment par les progrès rapides de Hewlett Packard, que l'alliance entre Savoir et Industrie était profitable. De même, à l'est des Etats Unis, la route 128 se développait à proximité des Universités de Boston.

Le phénomène paraissait aux Etats Unis limité à la proximité des universités et à l'existence d'importants contrats de recherche avec l'armée.

Quant à Akadengorod, la référence sibérienne d'un pays autocratique n'était pas susceptible d'inspirer beaucoup d'enthousiasme.

En Europe, rien. Sauf dans les Alpes Maritimes où, avec un temps de latence, la poursuite de contacts personnels, l'idée petit à petit mûrit grâce peut être à l'ouverture internationale de la Côte d'Azur qui permet aux innovations d'y fleurir.

Mais il convient de se souvenir qu'à l'époque, ce qui intéresse les aménageurs et les politiques, c'est l'industrie lourde. On lance Fos. On lance Dunkerque. On développe le Bec d'Ambès et la pétrochimie au Sud de Lyon. Seuls quelques initiés chez nous connaissent le général Doriot, ce Français devenu général américain, qui, dans les années 50, crée le Venture Capital et finance la naissance de Digital Equipment, petite firme créée par un chercheur près du MIT. Aujourd'hui Digital Equipment, n°2 de l'informatique, crée des milliers d'emplois et Dunkerque licencie....

Vient 1968 et sa révolution culturelle, fantaisiste, idéaliste, irréaliste. Des slogans : demander l'impossible, changer la vie, l'imagination au pouvoir. Ses aspects quarante-huitards et ses remises en questions radicales. Malgré son inéluctable et prévisible échec, le mouvement de 1968 a débloqué certains verrous culturels et facilité les greffes d'idées novatrices. A mon avis, 1968 a aidé puissamment la prise en compte de l'utopie " Quartier latin aux champs".

C'est ainsi que fin 1968, à l'occasion d'un déjeuner avec deux des plus puissants hauts fonctionnaires de l'époque : Jérôme Monod, délégué général à la DATAR, et Claude Daunesse, directeur des Mines, j'avais évoqué le problème des Grandes Ecoles que Jérôme Monod voulait bouter hors de Paris. En tant que secrétaire général de la toute jeune Conférence des Grandes Ecoles que j'avais créée à la suite de Mai 1968, je lui proposais une formule de "marcottage" : l'Ecole des Mines développerait un pôle intellectuel près d'Antibes; d'autres écoles aideraient à développer Rennes et Toulouse.

" Banco" dit Jérôme Monod, ce qui fut sans doute l'acte de naissance effectif de ce qu'il fallait baptiser d'un nom qui puisse vivre plus d'une saison ou d'un lustre.

La sagesse, sophia en grec (et le prénom de ma première épouse), le nom grec d'Antibes Antipolis (et la notion de créativité agreste hors la ville) donnaient Sophia Antipolis. Nom critiqué initialement, mais qui a eu l'heur de plaire aux médias et aux usagers, et qui a été protégé en tant que marque collective.

La vente d'une utopie

C'est la deuxième phase qui commence, avec bien entendu la poursuite de la première : répandre l'idée.

L'accord de Jérôme Monod pour soutenir Sophia Antipolis, ce projet de créer dans la garrigue une "Cité internationale de la Sagesse, des Sciences et des Techniques sur la Côte d'Azur" fut un pas important.

A partir de là, il fallait développer une stratégie pour faire mûrir ce rêve, cette idée, cette utopie et la "vendre".

Un déjeuner au mas des Serres à Saint-Paul avec les responsables de la Chambre de Commerce des Alpes Maritimes renforcera la cohésion et l'adhésion sans réserve des principaux leaders d'opinion économique des Alpes Maritimes à l'époque : Gérald Cassin, José Bona, Henri Viterbo, Jean Jacques Robert, présidents successifs de cette Chambre.

Et un article à sensation de Nice Matin, en 1969, signé Jean-Claude Verots : "Sophia Antipolis, la ville aux 20 000 chercheurs, verra le jour d'ici 1980 sur le plateau de Valbonne." Cet article me vaut à Paris des commentaires désobligeants. Il n'y a pas que les Marseillais qui galèjent ! On vous croyait plus sérieux !

Je crée l'Association Sophia-Antipolis et associe dans le conseil René Dars, doyen de la Faculté des Sciences de Nice, Jean Ossard, directeur d'Armines, Roland Somon, directeur du Bureau d'industrialisation des Alpes Maritimes, Maurice Papo, responsable du Centre IBM de la Gaude, François Bus, responsable de Texas Instrument à Villeneuve-Loubet. D'un commun accord, ne furent associés que des industriels, des amis, des enseignants, des chercheurs. Les seuls élus locaux membres de l'Association seront le président du Conseil général et le maire de Valbonne, commune sur laquelle démarre l'opération. Ceci permettrait d'éviter que l'opération projetée ne soit considérée comme politique (d'autant plus qu'à l'époque, si le président du Conseil général Francis Palmero était de droite, le maire de Valbonne était de gauche).

L'acte de naissance est scellé dans un bureau de la préfecture de Nice. En 1969 cette précaution était utile : la décentralisation n'avait pas eu lieu et le préfet surveillait jalousement les réalisations. Mais l'article de Nice Matin "Avec 20 000 emplois" ne pouvait laisser le préfet Thomas indifférent. A Paris commença le lobbying avec des hauts et des bas.

Les bas

Opinions réservées du président de Gaz de France : quand je vais dans le Midi, j'ai envie de me reposer, y implanter un centre d'innovation important est une gageure trop difficile. Le président de Saint Gobain - Pont-à-Mousson, Roger Martin : les centres de recherche doivent être près des unités de production et les productions de Pont-à-Mousson ou de Saint Gobain sont en Lorraine et dans le Nord. Pierre Jouven : les investissements recherche de Péchiney sont déjà localisés; dommage. IMETAL : Bernard de Villemejeane, président d'IMETAL, groupe Rothschild : nous pensons que Trappes est plus favorable car près du siège social, mais l'idée est bonne. Réponse de Pierre Aigrain, alors patron de la DGRST, avant d'être ministre de la Recherche : La recherche n'a plus besoin de béton, de nouveaux sites, mais d'hommes. La grande période de construction des centres de recherche est finie, votre idée vient trop tard, mais quand même, bonne chance ! Electricité de France. Pourquoi pas ? Nous avons des projets.

Les hauts

Claude Daunesse, directeur des Mines, soutient l'idée et en parle de façon positive à tous ses interlocuteurs.

André Giraud, directeur de cabinet de Guichard, futur ministre : il n'y a aucune raison de ne pas favoriser le Midi : un des centres de recherche de l'IFP y marche très bien ; j'aiderai le cas échéant. Hubert Curien, alors directeur général du CNRS : très bonne idée. Le CNRS aidera. Le président de la SEMA, Jacques Lesourne : je suis preneur dès que la SEMA aura la capacité d'intervenir.

François Dalle, président de l'Oréal : si la DATAR nous empêche de nous développer en région parisienne, je trouve l'idée intéressante et je suis preneur.

Le président de Chase Manhattan auquel j'expose le projet à New York : excellente suggestion, je pense que cela vaut la peine.

Le général Doriot, à Boston, l'inventeur déjà cité du capital risque, me donne des conseils et des suggestions, tout en me mettant en garde car l'opération était à son avis très risquée. Ronald Rumsfeld, ancien ministre de la Défense des Etats Unis, président de Searle, auquel je rends visite à Skokie (Chicago, Illinois) : pourquoi pas ? Cela paraît positif.

François Bloch-Laîné et Jean Saint-Geours, président et directeur du Crédit Lyonnais : vous avez jusqu'à présent réussi ce que vous avez entrepris, notamment le développement de l'Ecole des Mines et d'Armines. Votre concept est osé, mais nous prenons le risque et nous ouvrons une ligne de crédit et ne prendrons pas d'hypothèques, car nous faisons confiance à l'homme.

Un collaborateur, Jean Ossard, directeur de l'Association Armines, créée pour faciliter le transfert technologique des compétences de l'Ecole des Mines vers les milieux industriels, participe à ce lobbying en en parlant aux multiples clients d'Armines.

Les premiers convaincus font de même, en particulier Jean-Jacques Robert et Francis Palmero. Bien sûr la camaraderie du Corps des Mines joue en ma faveur et permet d'aider le projet.

Fort de ces premiers contacts et du réseau d'amis, je crée un Groupement d'intérêt économique, à but non lucratif, comportant l'ANVAR, établissement public filiale du CNRS dirigé par M. Berard, Armines, l'Association Sophia-Antipolis, récemment fondée, et le Bureau d'Industrialisation des Alpes Maritimes présidé par Gérald Cassin et dont le délégué Roland Somon était aussi membre du Conseil de l'Association Sophia-Antipolis.

Je vais voir André Bettencourt, alors ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire. André Bettencourt et son directeur de cabinet, Roger Ginocchio, polytechnicien Corps des Ponts et Chaussées, sont convaincus. Une visite en hélicoptère du site que j'ai retenu avec le préfet des Alpes Maritimes et le directeur de cabinet du ministre donne lieu à un nouvel article de Nice Matin, supporter inlassable du projet. L'opinion publique départementale soutient, de façon continue et positive.

La première assemblée générale annuelle de l'Association se tient dans les salons du Negresco mis à notre disposition par Paul Augier. Emile Roche, président du Conseil économique et social, m'avait adressé un télégramme de soutien. Nous avons invité tous les élus nationaux. Après les exposés, questions, commentaires, des vœux de réussite. Virgile Barel, député communiste, doyen de l'Assemblée nationale présent à cette réunion, me fait part de ses réticences : il craint que tout ceci ne débouche sur une spéculation foncière.

Quant au pouvoir central, nous sommes prévenus : il ne faut pas attendre de financement. La technostructure qui gère la politique industrielle et de recherche n'aime pas les idées trop neuves. Par contre, nous avons l'appui moral de la DATAR.

Le ministre de l'Equipement met à ma disposition, grâce à Jacques Tanzi, directeur du personnel et d'origine niçoise, un ingénieur des Ponts et Chaussées, Jean Raoux, qui définira les infrastructures en liaison avec l'architecte Jacques Charon qui est d'accord pour travailler gratuitement à la conception de l'opération.

A nous de montrer le mouvement. A nous de montrer que l'alliance entre le capital compétence et le capital financier est possible. Qu'il constitue l'amorce du XXI^e siècle. A nous d'expliquer pourquoi l'expérience est faite sur les rives de la Méditerranée.

Bien sûr, la raison essentielle n'est pas liée à la présence massive de compétence technique. Nice, 5ème ville de France, n'a encore que les embryons d'une université. N'étant pas classée métropole d'équilibre, elle a été oubliée dans la répartition des investissements majeurs de l'Etat en matière de recherche et d'enseignement supérieur. Il n'y a pas de tradition industrielle et technologique majeure. C'est une région considérée comme uniquement touristique.

La raison essentielle, outre qu'il s'agit de ma terre natale, est d'ordre culturel. Le texte ci-joint, extrait d'une brochure que j'ai publiée en 1972 le montre bien.

Pourquoi la Côte d'Azur ?

Le dynamisme du progrès économique ne dépend désormais plus des seules industries lourdes et des matières premières pondéreuses, charbon ou minerais. Il dépend de la matière grise, de la qualité de la formation, de la qualité de l'environnement. Importante évolution.

Charbon et industrie lourdes sont associés, pour nous tous, au XIX^e siècle, aux brumes et aux fumées de Pittsburgh, de Birmingham, de la Lorraine, de la Ruhr. C'est l'Europe occidentale, le domaine hercynien des géologues, où affleurent les couches de terrains carbonifères.

Qualité de l'environnement, lieux attirants, joie de vivre s'associent dans notre esprit aux rives de la Méditerranée, ce berceau de la civilisation occidentale, avec ses plaines, ses cités, ses collines à la mesure de l'homme, qu'il s'agisse de l'Attique, du Latium, de la Toscane ou de la Provence. Les géologues nous expliquent que c'est là un effet de l'orogénèse d'âge alpin, effet qui se retrouve dans cette autre région attrayante pour les innovateurs qu'est la Californie.

Cette évolution des Sociétés modernes est le premier facteur qui nous fait choisir la Côte d'Azur pour implanter notre Cité de la Sagesse, au nord d'Antibes, l'ancienne Antipolis faisant face à la ville de Nice.

Une deuxième raison majeure nous a guidés : la proximité (quinze minutes de voiture) d'un aéroport international relié directement aux principales métropoles d'Europe et du Monde, un aéroport qui est accessible trois cent soixante-cinq jours par an, et dont l'infrastructure se développe au rythme des besoins, sans prendre de retard, ce qui est assez rare !

La troisième raison est la longue tradition internationale de la Riviera franco-italienne. Accueillante, cette région est familière à tous.

La quatrième raison est de nature particulière. Elle peut constituer un facteur favorable ou un handicap. Au cœur du plateau de Biot, Valbonne, Vallauris, Antibes, vaste surface non urbanisée de près de 10 000 ha, la zone choisie pour implanter Sophia permet de concevoir un aménagement d'ensemble et un urbanisme scientifique novateur, à l'échelle du plateau.

Sophia Antipolis, cité vouée à la créativité, conçue pour la favoriser, créée de toutes pièces dans un site préservé où la nature garde ses droits, s'ordonnera autour d'un cœur, l'agora antique transposée en placette de village provençal. A l'ombre des platanes, l'on y échangera des idées, on y créera des entreprises et des emplois, on y tentera de concevoir le progrès sous tous ses aspects et de le mettre en oeuvre.

L'importante croissance de l'innovation et de la recherche caractérise la fin du XX^e siècle. Les regroupements dans des zones spécialisées, parcs scientifiques comme Akademgorod, zones entourant les grands campus universitaires de Stanford, Berkeley ou Saclay, ou la région de Grenoble, montrent que notre propos n'est pas isolé. Quel que soit leur type, ces regroupements présentent un certain nombre de caractères communs : pluridisciplinarité, contacts et rencontres aisés, adhésion des scientifiques à leur localisation.

Notre cité internationale de la Sagesse, de la Science et des Techniques procède de toutes ces idées. Nous avons aussi l'espoir de voir venir se fixer sur le plateau le cerveau de grandes entreprises ou au moins leur siège social. Ceci est sans doute capital pour que Sophia Antipolis ne soit pas, comme par exemple Akademgorod perdue loin du poulx du monde. Enfin, nous voulons que Sophia Antipolis, comme l'indique son nom grec, n'omette pas de joindre Sagesse, Humanisme et Mesure

méditerranéenne aux impératifs contraignants de la technologie moderne. Ceci est fondamental dans notre projet, bien que la mise en oeuvre soit difficile.

Outre un certain agrément, un certain art de vivre auquel chacun est sensible, nous pensons qu'il résultera de cette combinaison, une créativité scientifique supérieure. Car les démarches de la création, qu'elle soit artistique, littéraire ou scientifique, sont pour l'essentiel, identiques.

Les aspects visibles

J'organise un groupement d'intérêt économique sans but lucratif et à capital nul, dénommé Sophia-Antipolis Valorisation qui comporte l'ANVAR, le Bureau d'Industrialisation des Alpes Maritimes, l'Association Armines et l'Association Sophia-Antipolis. Son but :

- attirer des organismes dans le "désert intellectuel" de la garrigue au nord d'Antibes
- acheter des terrains
- démarrer des "travaux d'équipement"

Les procédures administratives de Zones d'Aménagement concerté laissaient à Savalor, l'opérateur bénéficiaire, la totalité des risques financiers. Le groupement Savalor sans but lucratif n'a pas de capital. Il a fallu convaincre des banquiers de prendre les risques. Et le Crédit Lyonnais, dirigé par Jean Saint-Geours et présidé par François Bloch-Lainé, s'est laissé convaincre. Il a ouvert un découvert bancaire sans prendre de garanties hypothécaires.

Les travaux commencent avant même que la première convention de ZAC soit signée par le département - et pourtant tous les services administratifs ont oeuvré avec diligence. André Bettencourt les inaugure en 1971.

Pour attirer des organismes, l'appui de la délégation à l'Aménagement du Territoire et de son dynamique patron, Jérôme Monod, était acquis. Mais cet atout important se heurtait par ailleurs à beaucoup de scepticisme. Créer une activité scientifique et technique au pays du carnaval et des bains de mer ! Vous n'y pensez pas ! Pourtant Laffitte nous avait habitués à plus de sérieux, disait-on avec quelque sourire.

Scepticisme donc. Mais pas en général. Mon ami le directeur des Mines, Claude Daunesse, s'était engagé : il avait écrit en mars 1970 - premier acte officiel - au préfet des Alpes Maritimes pour réserver, au nom du ministre de l'Industrie, 10 ha de terrain sur l'éventuelle zone d'activité scientifique qui serait créée au nord d'Antibes. Mon ami Hubert Curien, alors patron du CNRS tient ses engagements d'installer des centres de recherche du CNRS.

François Dalle, alors patron de L'Oréal, firme dont les usines sont réparties sur l'ensemble des continents et dans plus de 18 pays, est le premier à acheter un terrain. L'équipe de l'Institut Français du Pétrole (IFP), familière avec les centres de recherche du monde entier et la filiale FRANLAB de l'IFP, construit le premier bâtiment sur le site, simultanément avec la Compagnie Française de Protection sismique, filiale d'un groupe américain, dirigée par un polytechnicien de mes amis qui connaissait Stanford et la notion de parc scientifique.

L'Ecole de Commerce de Nice, grâce à la persévérante action de Jean-Jacques Robert, quitte ses locaux, quelque peu étroits du boulevard Carabacel, pour devenir le CERAM, grand centre de formation et de recherche dont les développements s'affirment chaque année.

Evoquons les responsables de recherche d'origine grecque. Ils voient une plaque Sophia-Antipolis à l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, s'intéressent à cette Cité aux consonances helléniques et visitent le projet: c'est le cas pour M. Kalopissis (L'Oréal) et M. Vassiliou (Rohm & Hass Europe) qui, grâce à ce "contact" quitte Zurich pour venir à Sophia Antipolis.

Evoquons la réaction de l'évêché de Nice, qui tout de suite est d'accord pour investir sur le site et y créer une cellule de vie spirituelle.

Il n'y a pas que des succès. 1974 premier choc pétrolier : Rank Xerox annule ses projets pour lesquels de travaux avaient déjà commencé. Technip est détourné vers Nantes. Burroughs que l'on veut attirer à Bordeaux et qui souhaite venir à Sophia, part hors de France.

Et l'échec d'une longue négociation avec le mécène américain Hirschhorn qui, propriétaire d'un terrain de plusieurs hectares dans le périmètre de la ZAC, était prêt à le céder pour y créer un Musée Hirschhorn. La contrepartie était un déjeuner avec le président Pompidou, une légion d'honneur sur le contingent du Président de la République et la jouissance d'une villa sur le site de la Fondation. Trois conditions acceptées en moins de trois jours.

Hélas les grands mécènes américains sont environnés d'une nuée de lawyers aux conseils contradictoires. Il a fallu exproprier. Et désormais, pour visiter le Musée Hirschhorn, il faut aller à Washington DC.

Les responsables de Sophia et Savalor sur place - initialement Paul Gatineau, puis le général Belasco - se consacrent sans relâche à leur tâche complexe et exaltante.

Les structures liées aux collectivités locale

Le développement de Sophia conduit très vite à créer à côté de l'opération initiale une extension impliquant une structure plus conforme aux traditions de l'aménagement du territoire : un syndicat mixte associant Communes, Département, Chambre de Commerce et l'Agriculture, le Symival, présidé par Francis Palmero.

La coexistence de deux structures, le Gie Savalor et le Syndicat mixte Symival, devait évidemment provoquer une compétition, en principe amicale. La Chambre de Commerce recevait une mission de maître d'ouvrage délégué et mettait en place une délégation qui organisait en particulier les extensions, des zones d'habitat, une commercialisation. Elle se poursuit.

L'animation - Comment créer l'esprit sophilopolitain

Cette phase se poursuit et s'amplifie pendant que la suivante débute. Dès lors qu'un certain nombre d'entreprises étaient installées sur le site, elle pose une nouvelle question essentielle. Comment rendre viable une nouvelle communauté ? Comment lui donner une âme, une vie ? Comment animer ce site, pour éviter qu'il ne soit une simple zone industrielle ou une simple juxtaposition d'organismes placés en un même lieu ?

Le Conseil de l'Association Sophia Antipolis, depuis le premier jour, a estimé que l'essentiel était de créer un nouvel état d'esprit, une nouvelle convivialité. Officiellement chargés par Symival et par Savalor de mettre en place une animation culturelle et scientifique, nous nous sommes attachés à réunir, faire se rencontrer, organiser une "fertilisation croisée", tout en préparant la création d'une Fondation d'utilité publique pour faire suite à cette activité.

Expositions, conférences, concerts, soirées théâtrales, musicales, chorégraphiques, rencontres, clubs, toute une activité associative se développe sur le parc. Les responsables s'y donnent avec fougue.

Ma première femme, Sophie Laffitte, crée un Comité d'animation culturelle. Mon adjoint, Dominique Fache, lance un festival qui, pendant plus de dix ans, a réunit des noms prestigieux de la danse, du théâtre, du cinéma, de la musique.

Il fallait éviter que la " Cité des savants", peuplée de scientifiques, d'ingénieurs ou techniciens ne soit coupée du milieu environnant. D'où une intense activité de contacts. Des dizaines de milliers de personnes depuis plus de dix ans sont venues visiter le site sous la conduite d'universitaires éminents dévoués et, bien entendu, bénévoles. La Fondation et l'Association Sophia-Antipolis, sous la direction de Michel Lafon, développent de nombreux clubs, initient des jeunes scolaires à l'informatique, aident des associations telles que les " villes-accueils".

Et par ailleurs, avec l'appui de l'Association Innovation Service et le dynamisme de Roselyne Koskas, une activité importante de réflexion sur la nouvelle alliance entre finances et créativité se met en place. La Révolution de l'Intelligence prend à Sophia sa dimension et s'y crée des réseaux d'appui à la création et à la diversification d'entreprises, des structures de rassemblement de l'épargne de proximité.

Le XXI^e siècle se prépare activement, et ses nouvelles structures de pensée, de réflexion et d'action. Il faudrait un livre et non un bref article pour évoquer les facettes multiples de l'activité actuelle de Sophia Antipolis.

Les quelques pionniers du début sont devenus plus de 250 entreprises avec 8500 emplois directs et si l'on tient compte des emplois indirects, Sophia-Antipolis fait vivre 100 000 personnes. Mais surtout Sophia-Antipolis, le plus grand parc scientifique d'Europe occidentale, a aidé à transformer la mentalité de notre Département.

La Côte d'Azur scientifique et technique, le noyau d'une Californie de l'Europe, n'est plus une idée qui fait sourire. Nous sommes certes encore loin de la dynamique de la Silicon Valley et des universités puissantes de Berkeley et Stanford, pour ne pas parler que de la région de San Francisco. Mais l'enthousiasme et la créativité sont ici. Il faut poursuivre pour gagner.

L'appui financier du département

Le Conseil général depuis l'origine a soutenu le projet et permis les conditions de sa réalisation.

Depuis 1985, son président, Jacques Médecin, apporte une vigueur et une détermination accrue, un soutien efficace aux extensions de Sophia-Antipolis et à la préparation de l'avenir.

Une politique départementale, préparée par le préfet Pierre Costa et approuvée par le Conseil général dans sa majorité, met l'accent sur l'importance vitale pour l'avenir économique des Alpes Maritimes du potentiel intellectuel, de la matière grise.

Il finance à un niveau qu'aucun autre département n'atteint, l'enseignement supérieur et les Centres de Recherche nationaux sur le site de Sophia. Il crée un Centre international de Communication avancée qui sera dirigé par Maurice Papo, ancien directeur à IBM et qui depuis 1968 est administrateur de l'Association Sophia-Antipolis.

Il équipe des locaux pour attirer des industriels, en particulier Amadeus, Centre commun de mise au point de logiciels d'Air France, Iberia, Lufthansa, SAS.

La nouvelle société d'Economie mixte chargée notamment de l'équipement et de la promotion du parc, développe méthodiquement son action.

Et bien entendu, la DATAR fière de son enfant méridional apporte son soutien.

Et les universitaires, scientifiques et industriels du monde entier reconnaissent que ce coin de garrigue est devenu un centre intellectuel qui commence à compter.

Conclusion

L'avenir ? C'est bien entendu ce qui était déjà affirmé dans la plaquette de 1972 : devenir un pôle essentiel d'une nouvelle Renaissance de cette Méditerranée qui fut la mère de notre civilisation. Les industriels petits et grands, les sociétés de services, les institutions financières de Sophia, c'est à dire ceux qui ont réellement fait Sophia, sont bien déterminés à ce que leur oeuvre réussisse. Et ils ne sont pas, nous ne sommes pas, des technocrates qui ne s'intéressent qu'aux affaires et à l'argent. Nous voulons réaliser autre chose. Une Florence du XXI^e siècle, disais-je dans la plaquette de 1972.

Nous en sommes loin encore. Mais rappelons que le premier investissement réalisé sur le site a été un théâtre de plein air...

Déjà, en matière d'architecture, des réalisations qui comptent méritent le détour de Sophia. Des projets nombreux vont se réaliser : une moderne Villa Médicis ; des cours de philosophie pour PDG ; une Fondation d'art moderne ; une école européenne d'art lyrique ; un centre de rencontre artistes-technologie moderne ; des développements vers la communication.

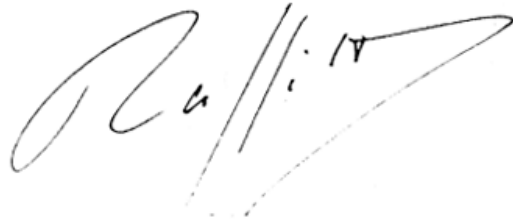
La Florence du XXI^e siècle.

Tous ensemble, nous y arriverons.

Fevrier 1991

Nice, désormais, a son Quartier
latin: Sophia Antipolis, technopole
que le monde entier admire.

Je veux poursuivre cette action
pour faire de Nice une brillante
métropole européenne. Avec votre
soutien.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Raffi". The signature is stylized with a large, sweeping initial 'R' and a long horizontal stroke extending to the right.